



jeudi, 02. Mars 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Algérie - Azerbaïdjan : Opportunités d'investissements énergétiques</i>	<i>2</i>
<i>Economie numérique : Enjeux et opportunités du digital</i>	<i>2</i>
<i>Energies renouvelables : Implication du Creg</i>	<i>2</i>
<i>Transports en commun : L'abonnement unique sera élargi aux trains de banlieue.....</i>	<i>3</i>
<i>Algérienne des autoroutes : Maintien des programmes lancés</i>	<i>3</i>
Commerce	4
<i>Djezzy enregistre une hausse de 70% des revenus data</i>	<i>4</i>
<i>"Les auto-entrepreneurs absorbent la moitié de la production de ciment de LafargeHolcim"6</i>	<i>6</i>
<i>Adoption par le Conseil de la nation du projet de texte sur la métrologie</i>	<i>6</i>
Transactions & Contrats.....	7
<i>Batistore : Livraison à domicile en un clic</i>	<i>7</i>
Régions.....	7
<i>Douane de Sétif: 260 millions USD d'exportations en 2016.....</i>	<i>7</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Algérie - Azerbaïdjan : Opportunités d'investissements énergétiques

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Énergie Noureddine Boutarfa, a examiné, avec l'ambassadeur d'Azerbaïdjan à Alger, Meher Aliyev, les opportunités d'investissements et de partenariat énergétique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Les deux parties ont évoqué également l'évolution des marchés pétroliers et la coopération entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et les pays non membres, selon la même source. L'Azerbaïdjan fait partie des 11 pays hors-OPEP qui se sont engagés à réduire leur production pétrolière d'environ 558.000 barils/jour, et ce dans le cadre d'un accord historique conclu avec l'OPEP à Vienne, en décembre dernier. L'OPEP et ses partenaires appliquent, depuis janvier, une réduction globale de 1,8 million de barils/jour afin de rétablir l'équilibre du marché pétrolier mondial.

Economie numérique : Enjeux et opportunités du digital

Source : El Moudjahid

Le ministre délégué chargé de l'Économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers Mouatasssem Boudiaf, qui participe à Barcelone au Programme ministériel mondial sur les technologies du mobile, a eu des échanges avec plusieurs ministres sur l'expérience de leurs pays dans l'économie numérique, indique un communiqué du ministère des Finances. Ouvert lundi dernier, le Programme ministériel mondial sur les technologies du mobile, qui fait partie du Congrès mondial du mobile (Mobile World Congress)

qui se tient annuellement dans cette ville espagnole, a consacré sa deuxième journée à la thématique de l'économie numérique, selon le communiqué. L'événement s'est clôturé hier par une conférence sur la problématique relative à «la création d'une croissance durable dans un mode exponentiel» et par un sommet thématique sur l'encouragement de l'innovation et des communautés intelligentes. La première journée de la rencontre avait été marquée par une conférence sur «la voie des villes intelligentes» et une réunion regroupant les ministres présents à cet événement et le secrétaire général du Programme Ministériel pour traiter du partenariat public/privé (PPP), rappelle la même source.

Energies renouvelables : Implication du Creg

Source : El Moudjahid

«Les énergies renouvelables doivent constituer une préoccupation majeure de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz et des opérateurs», préconise le ministère de l'Énergie, dans un communiqué rendu public lundi dernier.

Aux différents opérateurs de la Creg, il est recommandé de multiplier les consultations de façon à devenir «non seulement des forces de proposition mais encore des acteurs solides et déterminants dans la réflexion sous-tendant la mise en œuvre du programme des EnR, notamment dans les volets liés au lancement et à la gestion des appels à investisseurs, appels d'offres, cahiers des charges...» Accordant une importance particulière à ce créneau, dont l'importance se voit accroître avec la détermination des pouvoirs publics de diversifier l'économie nationale dans le cadre du nouveau modèle de croissance, Noureddine Boutarfa a

également invité ces acteurs à «faire montre de créativité».

Il les invite à proposer des processus permettant de maintenir les équilibres en matière des charges inhérentes au service public et autres charges liées au fonctionnement des systèmes électriques et gaziers. Il relève la nécessité de mutualiser les ressources et d'optimiser les coûts de réalisation des ouvrages et des infrastructures pour ainsi mieux répondre aux besoins des citoyens et des collectivités.

22.000 MW à l'horizon 2030

En termes de chiffres, il y a lieu de préciser que le programme décennal introduit pour la première fois la réalisation d'une capacité supplémentaire en énergies renouvelables, plus particulièrement en solaire photovoltaïque, d'une puissance de 4.000 MWC décomposée en 3 lots sur une période de 5 à 6 ans. Adopté en 2015, le programme national de développement des énergies renouvelables, prévoit de produire 22.000 MW à l'horizon 2030 avec une part des sources renouvelables de près de 27% dans la production d'électricité.

Quant au solaire photovoltaïque, il participera à la réalisation de ce programme à hauteur de 13.575 MW, l'éolien à 5.010 MW, la biomasse à 1.000 MW, la cogénération à 400 MW et la géothermie à 15 MW. De son côté, le président de la Creg, Abdelkader Choual a souligné la nécessité d'une concertation permanente et productive pour atteindre les objectifs d'intégration des énergies électrique et gazière et à l'insertion des opérateurs dans une démarche de progrès continu, notamment en matière de mise à niveau technique, du développement des systèmes d'information et de l'efficacité économique des activités. Par ailleurs, l'on

rappelle que le ministre de l'Énergie, dans une interview au groupe britannique d'expertise économique, Oxford Business Group, a précisé que des objectifs ambitieux et prometteurs pour les énergies renouvelables, sont fixés. Un décret fixant les conditions d'appel d'offres national et international pour la production et la distribution de 4.000 mégawatts d'électricité à base d'énergie solaire a été adopté par le Conseil du gouvernement.

A ce sujet, Noureddine Yassa, directeur de Centre de développement des énergies renouvelables avait annoncé que 22 centrales voltaïques de 348 mégawatts, dont 195 MW sont injectés en production, seront incessamment réceptionnés.

Transports en commun : L'abonnement unique sera élargi aux trains de banlieue

Source : Le Soir d'Algérie

A partir de juin prochain, les usagers des transports en commun de la capitale pourront bénéficier de l'interopérabilité entre les réseaux de la SNTF, l'EMA et l'ETUSA. Les options de commercialisation de cette prestation sont actuellement à l'étude.

L'interopérabilité des systèmes de transport en commun de la capitale sera élargie au réseau de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) d'ici le mois de juin, a-t-on appris auprès de la RATP El Djazair. Les usagers pourront utiliser les trains de banlieue moyennant le même ticket unique qui englobe depuis février 2016 les réseaux de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), c'est-à-dire, bus, métro, tramway et téléphérique. Les options de commercialisation de cette prestation sont actuellement à l'étude, a ajouté la même source. Dans ce contexte, il convient de rappeler

que depuis la mise en service de la ligne Zéralda-Alger, les banlieues ouest de la capitale sont désormais desservies par le rail. D'autant que les nouvelles extensions du métro d'Alger seront bientôt mises en service, vers Ain Naâdja ainsi que la place des martyrs. D'ici la fin de l'année selon le P-dg de l'EMA, qui a précisé dans une récente déclaration, que cela serait vers la fin d'octobre. Or, les travaux avancent à une cadence soutenue et la RATP El Djazair devrait commencer incessamment le tirage des câbles de haute tension sur ces nouvelles lignes du métro.

Le maillage ferroviaire sera ainsi plus dense et desservira presque toute la capitale. Il faut signaler par ailleurs que l'extension de la ligne du métro vers El Harrach a permis d'augmenter les recettes de 35% entre 2015 et 2016. La RATP El Djazair, qui a enregistré 28 millions de passages par les appareils de contrôle en 2016, portant ce volume de trafic à 88 millions de passages depuis la mise en service du métro en novembre 2011, prévoit d'atteindre les 100 millions à la fin du mois de mars en cours. Ce volume de trafic en 2016 représente pour la RATP El Djazair 7 millions de kms parcourus par les trains. Puisque la RATP El Djazair, qui gère le métro d'Alger pour le compte de l'EMA et veille uniquement au bon fonctionnement des trains (exploitation et maintenance), est rémunérée en fonction du nombre de rotations et sa prestation est calculée aux kilomètres parcourus. Et, la filiale algérienne de RATP Dev appartenant à la Régie autonome des transports parisiens (RATP) a pu doubler le nombre d'abonnements grâce aux différentes nouvelles formules ciblant surtout les élèves et les étudiants, lesquels ont eu droit à des abonnements annuels pour respectivement, 4000 et 7000 DA (5000 et 10 000 DA s'ils choisissent les formules incluant le tramway). Et, les élèves et les étudiants représentent la

moitié des abonnés justement (près de 20 000 sur 40 000 abonnements en 2016).

Algérienne des autoroutes : Maintien des programmes lancés

Source : El Moudjahid

« Le dernier chantier, constitué de la pénétrante reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest, dotée de sept échangeurs, sera réceptionné aujourd'hui », c'est ce qu'a affirmé le directeur général de l'Algérienne des autoroutes, M. Ali Khelifaoui lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale.

M. Khelifaoui qui s'exprimait lors de l'émission l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne expliquera que : « Cette pénétrante fait 100 kilomètres. Elle relie le port de Bejaia à Ahnif dans la wilaya de Bouira. Nous l'avons subdivisée en trois sections homogènes. La première section Ahnif – Akbou s'étale sur 42 kilomètres, la deuxième section Akbou – Amizour s'étale sur 26 kilomètres et la troisième Amizour – Port de Bejaia. Nous avons fixé pour objectif de mettre en service la première section, appelée la section prioritaire, qui fait 42 kilomètres, autrement dit Ahnif – Akbou. Elle connaît un taux d'avancement très appréciable », a-t-il détaillé.

S'agissant de certaines parties de cette autoroute qui sont dans un état de dégradation avancée, comme c'est le cas du tronçon reliant Lakhdaria à Bouira, le responsable a expliqué que « 25 km ont subi des travaux de réfection et il ne reste plus que 5 km à finaliser d'ici mai à juin prochains ». Selon lui, une route est assujettie, en permanence, à des agressions d'ordre climatique et à celles occasionnées par le trafic routier.

« C'est pour cela que l'entretien doit y être permanent », a-t-il dit.

L'hôte de la radio a fait savoir pour l'autoroute Est-Ouest, qui fait 1.216 kilomètres, des problèmes sur 224 kilomètres ont été enregistrés, dont cette section de Bouira qui fait 33 kilomètres. Il a tenu à rappeler dans ce sens, que cette section a été réalisée bien avant l'autoroute Est-Ouest dans un autre objectif et dans les conditions les plus difficiles. « C'est pour cela, à chaque fois que l'occasion m'est donnée, je dis : Il faut rendre hommage aux entreprises qui ont réalisé à l'origine cette section. Il faut savoir qu'elle a été construite dans les moments les plus douloureux qu'a vécus notre pays », a-t-il dit.

Le tunnel de djebel Ouahch confié au groupe Cosider

L'hôte de la radio a indiqué, par ailleurs, que la reprise des travaux du tunnel de djebel El Ouahch, situé le long de l'autoroute, confiés à l'entreprise algérienne Cosider, vont démarrer incessamment.

Des 84 km restant à réaliser entre Annaba et El Tarf, M. Khelifaoui signale que son organisme est en train de « préparer les conditions » pour relancer la construction de ce dernier tronçon de l'autoroute Est-Ouest pour, dit-il, relier cette dernière à la frontière est du pays », se refusant, toutefois, à avancer une date précise pour sa réception.

De l'introduction du péage sur cette importante infrastructure routière, l'invité indique qu'elle ne représente pas, pour le moment, la finalité du projet, ajoutant que l'heure est à son équipement « en moyens modernes » destinés à offrir à ses usagers des conditions optimales « en matière de sécurité et de confort ».

« Le premier objectif fixé par les pouvoirs publics était de réaliser cette autoroute et de permettre de lever la pression sur le réseau existant, à savoir la RN4 et la RN5. Et il a été atteint. Le deuxième objectif était d'équiper l'autoroute. D'ailleurs, les travaux sont en cours et nous envisageons la finalisation de l'infrastructure d'ici la fin d'année », a-t-il indiqué.

M. Khelifati précise d'autre part, qu'une vingtaine de zones « de services », dont des stations de carburants, y ont déjà été aménagées et mises en exploitation et que vont venir s'y joindre 22 centres d'entretiens et d'exploitation, ainsi que des systèmes de télésurveillance, permettant, précise-t-il, de « visualiser tout l'itinéraire en temps réel ».

M. Khelifaoui a tenu à rassurer les usagers de la route affirmant, ainsi que « tous les programmes qui ont été lancés sont maintenus ». S'agissant de l'autoroute des Hauts-Plateaux, il signalera que celle-ci a été reportée. Il a révélé, notamment, que depuis l'an 2000, l'Algérie a déjà consenti plus 70 milliards de dollars pour réaliser le maillage routier pour relier les différentes localités et unités économiques du pays.

COMMERCE

Djezzy enregistre une hausse de 70% des revenus data

Source : Le Soir d'Algérie

Djezzy a continué à subir une « forte pression sur les résultats » au 4e trimestre 2016, avec une baisse à « deux chiffres » de son chiffre d'affaires, en raison d'un « désabonnement des clients » et de « l'érosion de l'Arpu », explique un communiqué de VimpelCom. Contacté par téléphone, le président exécutif de Djezzy,

Vincenzo Nesci, qui se trouvait au stand de Condor au WMC 2017 de Barcelone, a bien voulu commenter ces résultats.

Le chiffre d'affaires de Djezzy a baissé de 14% durant les trois derniers mois de l'année écoulée, au moment où la croissance des revenus de la consommation data a augmenté de 70%, selon les résultats publiés par VimpelCom sur les résultats du 4e trimestre 2016. « Bien que les activités de Djezzy aient affiché de fortes marges au quatrième trimestre de 2016, la société a continué de subir une forte pression sur les résultats. Les revenus ont diminué à des taux à deux chiffres et Djezzy a continué à faire face au désabonnement des clients et à l'érosion des Arpu. La société s'attend à ce que cette pression continue, car il faudra du temps pour stabiliser sa proposition commerciale et sa clientèle », indique un communiqué de VimpelCom. Les chiffres de VimpelCom (qui est désormais rebaptisé VEON), indiquent « une baisse de 4% de la base de clients de Djezzy en glissement annuel, pour s'établir à 16,3 millions », ainsi qu'une « diminution de 10% de l'Arpu » (Average Revenue Per User, revenu mensuel moyen par un client), « en raison de l'impact lié au retard historique dans la couverture 3G, aux changements opérés au début de 2016, à l'augmentation de la facturation, et à la structure des commissions de la distribution indirecte qui ont été partiellement corrigées au deuxième trimestre de 2016 », explique le communiqué de VimpelCom. En conséquence, relève le communiqué, « le chiffre d'affaires du 4e trimestre 2016 de Djezzy a été de 26,9 milliards de DZD, soit une baisse de 14%, tandis que la croissance des revenus de la data est restée forte se situant à 70%, en raison de l'utilisation accrue et de la hausse substantielle des clients grâce au déploiement de la 3G et le lancement de la 4G ».

Au quatrième trimestre de 2016, l'Ebitda a diminué de 20% pour s'établir à 13,9 milliards de DZD principalement en raison de la baisse des revenus. En revanche, la marge d'Ebitda est restée forte à 50,9% en raison de l'optimisation des coûts commerciaux et des réseaux ainsi que d'une baisse des coûts liés à la réduction des effectifs, selon la même source. Le communiqué revient également sur l'impact de l'augmentation de la TVA induite dans la loi de finances 2017 et précise que «du point de vue fiscal, à partir de janvier 2017, la nouvelle loi de finances a accru la pression en augmentant à la fois la TVA sur les recettes et les taxes sur les recharges, une situation qui s'est répercutée sur l'Ebitda».

Des mesures structurelles pour améliorer les performances

VimpelCom affirme avoir pris des «mesures structurelles pour améliorer les performances et stabiliser sa clientèle». Par ailleurs, la nomination de Matthieu Galvani au poste de directeur général de Djezzy, le 26 janvier dernier, permettra à Djezzy «de bénéficier de façon significative de son expertise, de son solide bagage commercial et une connaissance approfondie de l'Algérie, de l'industrie et de la région, à un moment où la compagnie poursuit sa transformation pour devenir un leader numérique», ajoute le document. L'amélioration de «l'environnement réglementaire» en Algérie, comme le souligne VimpelCom, suite de la levée du statut d'opérateur dominant du marché au troisième trimestre 2016, ce qui supprime l'approbation de l'Autorité de régulation pour les postes et télécommunications pour les procédures liées aux offres commerciales et le test d'asymétrie», permettra aussi d'accélérer cette amélioration.

L'option digitale de Djezzy

Djezzy a également «pris des mesures structurelles pour améliorer les performances et stabiliser sa clientèle, notamment la transformation de la distribution et le déploiement mono-brand, l'accélération du déploiement de la 4G LTE, la promotion de micro-campagnes avec des services sur mesure pour accroître la satisfaction client couplé à des offres groupées». Selon le document «les revenus data poursuivent leurs croissances confirmant l'option digitale de Djezzy». «Avec une augmentation de 69,1% dans le parc d'abonnés data s'établissant à 7 millions de clients. Cette situation a permis une hausse des revenus data à hauteur de 2,4 milliards de DZD au 4e trimestre soit une hausse de 69,8%. Sur l'année, les revenus data ont carrément doublé passant de 4,6 milliards de DZD en 2015 à 8 milliards de DZD en 2016 soit une augmentation de 72,3%». «Malgré la pression sur les revenus due à l'impact dans le déploiement de la 3G et les changements opérés début 2016», Djezzy «garde une bonne marge de profitabilité se situant à hauteur de 50,9% au 4e trimestre 2016 et à 52,6% comparativement à 2015. Une partie des revenus a été réinvestie dans le déploiement de la 3G, et de la 4G ainsi que la modernisation du réseau», ajoute la même source.

«Nous sommes en bonne santé»

Contacté par téléphone, le président exécutif de Djezzy, qui se trouvait au stand de Condor au WMC 2017 de Barcelone, a bien voulu commenter ces résultats. «Nous sommes bien contents des résultats car on a arrêté l'hémorragie, et on a surtout eu un développement très important dans la consommation data. La data c'est le futur et nous sommes très bien placés dans ce secteur. Nous avons un très bon réseau 3G, et un excellent réseau 4G. Nous considérons que récupérer sur la 4G le

retard que nous avons sur la 3G va nous permettre de nous positionner gagnant sur le moyen terme». Pour M. Vincenzo, les résultats très encourageants de la croissance de la data, vont permettre d'améliorer les revenus de Djezzy et de l'Arpu. «C'est pour cela que nous nous battons pour les vraies valeurs de la data, et nous nous opposerons à ceux qui braquent cette valeur». Interrogé sur ses attentes de l'apport de la 4G dans l'amélioration des résultats de l'opérateur, le président exécutif de Djezzy estime que «pour avoir des résultats positifs de la 4G, il faut qu'on travaille tous ensemble pour le développement d'un écosystème». «Nous aimerions offrir à nos clients des services plus intéressants qu'une connexion à Facebook et Yahoo !. On veut leur offrir du contenu algérien. De là où je vous parle, du stand de Condor au WMC 2017 (Barcelone), c'est une preuve de notre volonté de collaborer avec les entreprises algériennes».

Quelle signification donne-t-il au chiffre de 7 millions de clients data acquis Djezzy depuis le lancement de sa 3G en juillet 2014 ? Vincenzo Nesci estime que c'est le «résultat de la qualité et la performance de son réseau 3G». «Même dans les années les plus dures, nous n'avons jamais sacrifié la qualité du réseau. Et je crois que nos clients nous sont reconnaissants et font confiance à notre offre data», affirme-t-il. Il explique aussi que pour améliorer davantage ses revenus data, Djezzy veut donner un maximum d'attention aux «clients à haute valeur». «Il y a tout un pan de clients à reconquérir. Des clients à haute valeur qui ont gardé leurs lignes mais qui ont changé leurs modèles de consommation en s'approchant de nos concurrents quand nous avons des difficultés durant les années où on ne pouvait pas investir». A noter aussi que lors de sa dernière réunion, qui s'est tenue le jeudi 23 février 2017, «le Conseil d'administration (CA) de OTA a nommé, sur proposition du FNI, un vice-président du

CA, en la personne de M. Ahmed Allilache, un cadre bien connu dans le monde des télécommunications».

"Les auto-entrepreneurs absorbent la moitié de la production de ciment de LafargeHolcim"

Source : Maghreb Emergent

LafargeHolcim Algérie s'attend à une croissance de la demande sur le ciment de 3 à 4% pendant encore 20 ans.

L'auto-construction pourrait prendre le relais en cas de baisse de la commande publique de ciment en Algérie, a assuré mercredi sur Radio M, Serge Dubois, directeur des relations publiques chez LafargeHolcim Algérie.

Les auto-entrepreneurs absorbent actuellement la moitié de la production de ciment de LafargeHolcim Algérie, soit un total de 4,5 millions de tonnes par an, selon M. Dubois. « En Algérie, la demande publique ne représente pas toute la demande. Nous avons la chance d'avoir le segment des auto-entrepreneurs », assure-t-il.

Ces auto-entrepreneurs sont principalement des particuliers qui construisent leurs propres maisons et dont la demande en ciment et en matériaux de construction est particulièrement importante. « L'Algérie est un grand chantier où les projets de construction sont très nombreux et vous n'avez qu'à voyager à travers le pays pour le constater », se réjouit le représentant de LafargeHolcim Algérie. D'après lui, l'Algérie est un pays où la demande sur les matériaux de construction et notamment le ciment continuera à croître en dépit du ralentissement enregistré au cours de l'année 2016.

Un marché encore résilient

Durant l'année dernière, justement, la demande a reculé de 4%. Un taux négligeable aux yeux de Serge Dubois qui écarte l'hypothèse d'un « retournement de marché », estimant que le taux de 4% était trop bas. « L'Algérie a consommé en 2016, un total de 26 millions de tonnes de ciment. Un taux de 4% représente une quantité d'un million de tonnes, seulement », explique-t-il. « Le marché algérien est extrêmement robuste, il est encore résilient et je ne pense pas qu'il puisse être en situation de rupture », poursuit-il.

Pour lui, le marché du ciment a encore un bel avenir devant lui en raison des nombreux projets encore à réaliser par l'Algérie. « Nous pensons (chez LafargeHolcim Algérie) qu'en Algérie la demande sur les matériaux de construction se poursuivra pendant encore vingt ans avec une croissance annuelle de 3 à 4% », dira-t-il.

Adoption par le Conseil de la nation du projet de texte sur la métrologie

Source : APS

Le projet de texte relatif au système national de métrologie a été adopté mercredi en plénière par le Conseil de la nation, en présence notamment de Abdelkader Bensalah, président de cette institution parlementaire.

Ce texte est l'une des nouvelles mesures d'un dispositif global contribuant à hisser les produits locaux à la hauteur des exigences de qualité dans la perspective de la diversification de l'économie.

Il s'agit d'une refonte globale du système actuel de métrologie en vue de son adaptation aux normes internationales et aux nouveaux instruments scientifiques et techniques utilisés dans le domaine de la métrologie, avec l'objectif de renforcer l'offre des produits locaux et leur crédibilité sur les marchés national et étranger.

La métrologie permet une évaluation rigoureuse de la conformité des produits aux normes, garantit la loyauté des transactions, veille à la qualité des produits et des services et augmente, par conséquent, le niveau de protection du consommateur et de l'économie nationale.

On distingue trois types de métrologie: légale, fondamentale et industrielle.

La métrologie légale englobe l'ensemble des règles imposées par l'Etat concernant le système d'unités, la production ou l'utilisation d'instruments de mesures.

La métrologie fondamentale (scientifique) contient les applications de la métrologie au plus haut niveau (étalons primaires, recherche...), alors que la métrologie industrielle repose sur des applications nécessaires à l'industrie notamment des raccordements aux étalons nationaux.

Le système national de métrologie précédent reposait sur plusieurs textes législatifs notamment la loi 90-18 relative au système national légal de métrologie, qui fixe les règles générales concourantes à la protection du citoyen et de l'économie nationale.

Mais l'une des lacunes de ce système est qu'il ne distingue pas les différentes branches de la métrologie

(fondamentale, industrielle et légale) et n'assure pas, en conséquence, sa cohérence.

Dans ce cadre, le nouveau texte intervient pour éliminer les confusions qui existent dans le texte en vigueur en définissant clairement les branches et en les mettant en cohérence à tous les niveaux.

Il vise aussi à combler certaines insuffisances notamment en ce qui concerne la métrologie industrielle qui souffre de carences en termes de prise en charge réglementaire.

En fait, le nouveau texte devrait permettre la modernisation du dispositif national de métrologie, "outil important d'une économie régulée de concurrence".

A cet effet, le texte propose "la mise en place des méthodes, instruments et équipements de mesurage unifiés et conformes au système international de métrologie, de sorte à garantir également leurs validations à l'étranger, au bénéfice des produits locaux exportés".

Il s'agit aussi de développer les capacités nationales en prestation métrologique à travers un réseau national de laboratoires spécialisés.

Dans ce cadre, le texte prévoit l'institution d'un Conseil national chargé de définir et de coordonner la politique nationale de métrologie et de sa coordination, ainsi que d'une entité nationale chargée du contrôle de l'application des normes de métrologie, et d'un réseau de laboratoires d'étalonnage, de référence et d'essai.

Pour renforcer ses instruments de mesures, l'Algérie prévoit la réalisation d'un laboratoire national de

métrologie qui devrait assurer une plus grande protection du consommateur et de l'économie nationale.

L'Algérie a également renforcé la capacité de l'Office national de la métrologie légale (ONML), chargé de s'assurer de la fiabilité de la mesure des instruments nécessitant une qualification légale ou ayant une incidence sur la santé et l'environnement, par la construction de 25 nouvelles antennes locales.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Batistore : Livraison à domicile en un clic

Source : El Moudjahid

Un contrat de partenariat commercial, a été signé mardi entre BATISTORE, 1re enseigne des supermarchés des matériaux de construction et Jumia Group, leader du e-commerce en Afrique. La cérémonie de signature s'est déroulée, à Alger, en présence, du directeur général de LafargeHolcim Algérie, Jean-Jacques Gauthier, et Sacha Poignon, co directeur général de Jumia Group et de nombreux invités.

Ce partenariat vise entre autres pour la mise en place d'une plate-forme d'e-commerce, permettant aux clients Batistore de commander et d'être livrés à domicile ou sur chantier en un seul clic sur : www.dz.jumia.com. Il faut reconnaître depuis son installation en Algérie Lafarge Algérie a déployé tous les moyens nécessaires pour développer le domaine de la distribution de la commercialisation des produits de construction. En effet la signature de ce partenariat est un signe fort de cette grande importance accordé à ce domaine porteur pour l'économie nationale. Ce nouveau service digital, sous forme de boutique en ligne, permet de renforcer notre proximité avec nos

clients Batistore avec toujours plus de services, sur quasiment tout le territoire algérien (41 wilayas). S'exprimant à cette occasion les deux responsables ont affiché leur pleine satisfaction quant à la signature de ce contrat qui confirme selon eux l'importance et la volonté de développer cette activité en Algérie. Il est à noter que Batistore est la première enseigne des supermarchés des matériaux de construction et opère à travers un réseau de distributeurs franchisés sur le territoire national. Lafarge Algérie a lancé la première enseigne de supermarché des matériaux de construction Batistore, permettant un accès groupé des matériaux et matériel pour la construction. Lafarge Algérie emploie 4000 collaborateurs (incluant les sous traitants permanents) et est fortement engagée dans le développement économique et social en Algérie.

Lafarge Algérie gère en partenariat avec le GICA la cimenterie SCMI Meftah 1.5 MT par an. L'activité Béton prêt à l'emploi opère 30 centres de production. S'agissant de Jumia est le premier site de shopping on line en Afrique. Elle connecte entre eux vendeurs et acheteurs et leur permet d'accomplir des transactions sécurisées avec des produits de tous types.

REGIONS

Douane de Sétif: 260 millions USD d'exportations en 2016

Source : L'Econews

De passage à Bordj Bou Arreridj, où il a rencontré plusieurs opérateurs économiques de la wilaya, le directeur régional des Douanes algériennes au niveau de Sétif, Dahmane Mohamed a annoncé que la région, englobant les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Sétif, Jijel Bejaïa et Msila a réalisé 260 millions de dollars d'exportations hors hydrocarbures en 2016.

Avec ce chiffre, souligne l'interlocuteur, les douanes de Sétif ont participé, à hauteur de 13% dans le bilan global des exportations hors hydrocarbures du pays. M. Dahmani, qui a écouté les doléances des opérateurs dans le domaine, a rappelé la disponibilité de l'administration des douanes à les accompagner pour réussir ce pari.

Notre nouvelle stratégie est d'aller vers les opérateurs pour régler sur place les problèmes qui peuvent entraver leur activité au lieu de les attendre dans nos bureaux, a déclaré le directeur régional des douanes de Sétif, tout en rappelant que 63 opérateurs, dont 23 implantés à Bordj Bou Arreridj ont été agréés par ses services.

M. Dahmani, qui a souligné que la région compte deux ports importants à savoir Bejaïa et Jijel, a indiqué que l'activité de commerce extérieur a représenté également 24% du volume national. Ce chiffre devra augmenter avec l'entrée récente en service du port sec de Bordj Bou Arreridj a-t-il rappelé.